



Reconstruction du site principal
du Centre Hospitalier Universitaire de Reims Phase 1

Marché de travaux

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

LOT N° 6

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

Article 1 : dispositions générales	4
1.1 Maîtrise d'ouvrage	4
1.2 Objet du marché	4
1.3 Allotissement	4
1.4 Caractéristiques principales du marché (forme - tranches)	5
1.5 Intervenants	5
1.6 Sous-traitance	6
1.7 Ordres de service	7
1.8 Forme des notifications et informations	7
1.9 Obligations générales des parties	7
1.10 Protection de l'environnement	8
1.11 Assurances	8
1.12 Régularité de la situation de l'entrepreneur	9
1.13 Relations de l'entrepreneur avec les tiers	9
Article 2 : pièces contractuelles	9
2.1 Ordre de priorité	9
2.2 Pièces à remettre au titulaire	12
Article 3 : prix et règlement des comptes	12
3.1 Nature du prix	12
3.2 Contenu du prix	12
3.3 Variation du prix	12
3.4 Avance	14
3.5 Demandes de paiement et acomptes	14
3.6 Demande de paiement finale et solde	15
3.7 Approvisionnements	15
3.8 Prestations supplémentaires ou modificatives	15
3.9 Délais et modalités de paiement	16
3.10 Sûretés	16
Article 4 : délais, pénalités et retenues	17
4.1 Délais	17
4.2 Pénalités pour retard	18
4.3 Autres pénalités et réfections	19
4.4 Application des pénalités	23
4.5 Retenues provisoires	23
Article 5 : Provenance, qualité et vérification des matériaux et produits	23
5.1 Provenance et qualité des matériaux et produits	23
5.2 Vérifications, essais et épreuves	24
Article 6 : études préalables à l'exécution des travaux	24
6.1 Etudes d'exécution et de synthèse	24
6.2 Coordination des études d'exécution et de synthèse	25
6.3 Vérification des études d'exécution et de synthèse	25
6.4 Modification des ouvrages ou travaux	25
6.5 Composants, techniques ou procédés de mise en œuvre non traditionnels	26

Article 7 : préparation des travaux	26
7.1 Programme d'exécution	26
7.2 Installations et organisation du chantier	27
7.3 Ordonnancement et planification des travaux	27
7.4 Sécurité et protection de la santé	27
7.5 Implantation et piquetages général et spécial	28
7.6 Constat avant travaux	28
7.7 Préchauffage	28
Article 8 : exécution des travaux	28
8.1 Réunions et visites	28
8.2 Coordination de l'exécution des travaux	29
8.3 Sécurité et protection de la santé	29
8.4 Contrôle de l'exécution des travaux	29
8.5 Maintien des réseaux, des communications et de l'écoulement des eaux	29
8.6 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés	30
8.7 Registre de chantier	30
8.8 Responsabilité des ouvrages	30
8.9 Dégradations causées aux voies	30
8.10 Gestion des déchets de chantier	30
8.11 Obligations du titulaire	31
Article 9 : réception et garanties	31
9.1 Opérations préalables à la réception	31
9.2 Essais et contrôles des ouvrages	32
9.3 Réception et réserves	32
9.4 Mises à disposition	33
9.5 Dossiers des Ouvrages Exécutés et formations après exécution	34
9.6 Garantie de parfait achèvement	34
9.7 Garanties particulières	35
Article 10 : Achèvement du marché	35
10.1 Fin du marché	35
10.2 Résiliation	35
10.3 Exécution aux frais et risques	36
Article 11 : Règlement des litiges – Droit applicable	36
Article 12 : Dérogations aux documents généraux	36

Article 1 : dispositions générales

1.1 Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le Centre Hospitalier Universitaire de Reims (CHU de Reims).

La Soderec intervient en qualité d'assistant du maître d'ouvrage. Cette mission relève exclusivement d'une activité de maîtrise d'ouvrage et ne se substitue aucunement aux différentes missions exercées par les différents intervenants.

1.2 Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de travaux concernant la reconstruction du site principal du CHU de Reims phase 1.

L'opération comporte des travaux neufs et des travaux dans l'existant qui se dérouleront en site occupé.

Le lieu d'exécution des travaux est situé sur le territoire de la Commune de Reims, département de la Marne, France. L'opération se déroule au sein du site principal du CHU de Reims.

La description des travaux et de leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières communes (CCTPC) ainsi que les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes respectives.

1.3 Allotissement

Le marché est divisé en **14 lots** définis ci-dessous :

LOT 1 : Travaux préparatoires - VRD - Extérieurs

1.1	Démolition – Curage
1.2	Terrassements généraux - VRD
1.3	Espaces verts

LOT 2 : Structure - Etanchéité - Façades - Second œuvre

2.1	Fondations spéciales - Gros œuvre
2.2	Structure Bois
2.3	Charpente métallique
2.4	Etanchéité
2.5	Façades murs-rideaux - Menuiseries extérieures - occultations
2.6	Couverture zinc et bardages métalliques
2.7	Façades béton
2.8	Façades ITE - Plafonds et peintures extérieures
2.9	Métallerie
2.10	Portes automatiques
2.11	Menuiseries intérieures - Agencement
2.12	Cloisons - doublages
2.13	Revêtements de sol souples
2.14	Revêtements de sol durs
2.15	Plafonds suspendus
2.16	Peinture

LOT 3 : Electricité

3.1	Courants forts
------------	----------------

3.2	Courants faibles – SSI
------------	------------------------

LOT 4 : Installations et équipements techniques

4.1	CVCD
4.2	Plomberie - Sanitaire
4.3	Sprinkler
4.4	Fluides médicaux

LOT 5 : Paillasse sèches et humides

LOT 6 : Bras hospitaliers

LOT 7 : Transport pneumatique

LOT 8 : Transport automatisé lourd

LOT 9 : Appareils élévateurs

LOT 10 : Lève-malades

LOT 11 : Eclairage de soins

LOT 12A : Tableau technique hospitalier

LOT 12B : Tablette numérique salle d'opération

LOT 13 : Signalétique.

NOTA : Seul le lot 6 fait l'objet de la présente procédure.

1.4 Caractéristiques principales du marché (forme - tranches)

Pour chacun des lots, **le présent marché** prend la forme d'un marché ordinaire, lequel n'est pas exécuté par l'émission de bons de commande successifs.

Les travaux ne font pas l'objet d'un découpage en tranche.

1.5 Intervenants

Maîtrise d'œuvre - Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC) :

Le **maître d'œuvre** de l'opération est un groupement solidaire composé de 3 membres :

- GROUPE 6, 12 rue des Arts et Métiers 38 000 GRENOBLE, mandataire du groupement,
- RICHEZ - ASSOCIES, 2 rue de la Roquette 75 011 PARIS,
- EGIS BATIMENTS, 4 rue Dolorès Ibarruri 93 100 MONTREUIL.

Toute modification du maître d'œuvre sera portée à la connaissance des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre s'est vu confier une mission incluant le visa des études d'exécution, la direction de l'exécution des contrats de travaux et l'assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement.

Le maître d'œuvre exerce une mission de base (au sens de l'article R.2431-1 du Code de la commande publique) et les missions complémentaires suivantes :

SIGN	Signalétique
LQE	Livrables spécifiques à la qualité environnementale
SSI	Coordination du système de sécurité-incendie, pour la conception comme pour la réalisation des ouvrages concernés
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

Contrôle Technique (CT) :

Le contrôleur technique agréé de l'opération est la société **QUALICONSLT** qui effectue les missions suivantes : **L, S, PS, P1, F, Ph, Th, Hand, Brd, GTB, LE, Env, HYS et Av** définies par le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et précisées dans le cahier des clauses techniques particulières du marché de contrôle technique.

L'entrepreneur doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études à charge du titulaire que de l'exécution des ouvrages.

Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) :

L'opération objet du présent marché relève de la **1ère catégorie** au sens du Code du travail.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est la société **QUALICONSLT SECURITE** représentée par les personnes physiques suivantes :

- Coordonnateur titulaire : Monsieur Hubert MEUNIER,
- Coordonnateur suppléant : Monsieur Patrick DELATTRE.

L'assistant du maître d'ouvrage informera le titulaire de tout changement éventuel concernant les personnes chargées de la coordination SPS.

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Cellule de Synthèse :

La mission de direction des études de synthèse sera confiée à un prestataire désigné ultérieurement. Le titulaire assurera la synthèse des ouvrages des différents corps d'état inclus dans son lot conformément aux indications figurant à l'article 6.2 du présent CCAP.

Missions Géotechniques :

La mission G1 a été confiée par le Maître d'Ouvrage à la société GEOTEC.

Les missions G2 (AVP + PRO) et G4 sont assurées par le Maître d'œuvre.

La mission G3 est à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot n°2.

1.6 Sous-traitance

Avant tout commencement d'exécution des prestations, l'entrepreneur doit obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation préalable du sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

Par ailleurs, après avoir recueilli l'acceptation précitée, il doit avoir effectué les démarches nécessaires au titre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Au cas où l'entrepreneur envisagerait, de recourir en cours d'exécution du marché à un sous-traitant non prévu initialement, il adresse à l'assistant du maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre, un acte spécial selon le modèle qui sera fourni après la notification du marché, accompagné des pièces nécessaires.

Le point de départ du délai d'acceptation est la réception d'un dossier complet par l'assistant du maître d'ouvrage.

Les documents devront être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, sera réalisée auprès du seul entrepreneur, ce dernier ayant l'obligation de notifier ledit acte spécial à son sous-traitant.

Au cas où l'entrepreneur, en cours d'exécution du marché, solliciterait l'acceptation de la sous-traitance de prestations ayant déjà fait l'objet d'une acceptation pour un autre opérateur économique, la nouvelle acceptation pourra être refusée pour ce seul motif.

Pour le cas où l'entrepreneur souhaiterait, en cours d'exécution du marché, diminuer le montant des prestations sous-traitées, il devra à l'appui d'une telle demande fournir une attestation marquant l'accord du sous-traitant.

Les sous-traitants de l'entrepreneur ne pourront eux-mêmes recourir à des sous-traitants (second rang, troisième rang, etc.) qu'après avoir obtenu l'accord de l'entrepreneur et l'acceptation du maître d'ouvrage, au vu notamment des prestations et du montant sous-traité, des capacités du sous-traitant, de la caution personnelle et solidaire prévue à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, et d'une attestation de l'entrepreneur indiquant que le sous-traitant en a reçu la copie. Les délégations de paiement pour les sous-traitants de second rang ou plus ne seront pas admises.

1.7 Ordres de service

Les ordres de service délivrés en application du présent marché seront signés et émis par le maître d'œuvre, après avoir été visés par le maître d'ouvrage dans les cas suivants :

- la notification de la date de commencement des travaux ;
- la notification d'un ajournement des travaux ;
- la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ;
- la modification des prestations (travaux en plus ou en moins, avec ou sans incidence financière) ;
- la modification d'un délai.

1.8 Forme des notifications et informations

Les notifications qui font courir un délai sont faites :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- soit par remise en main-propre contre récépissé ;
- soit par télécopie avec accusé de réception ;
- soit par échange dématérialisé ou support électronique envoyé à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement (avec mention « NOTIFICATION » dans l'intitulé de l'objet du message).

En outre, les demandes formulées oralement à l'entrepreneur et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement, sous réserve de faire l'objet d'une confirmation écrite, le cas échéant par voie de compte-rendu.

1.9 Obligations générales des parties

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG, dans un délai de 2 semaines à compter de la notification du marché, l'entrepreneur désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. L'entrepreneur est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les changements survenant au cours de l'exécution du marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique proposée dès lors qu'il juge que son comportement ou sa probité n'est pas compatible avec l'objet du marché. Dans ce cas, l'entrepreneur dispose d'un délai de 10 jours pour proposer une nouvelle personne.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG, le pouvoir adjudicateur, n'est pas tenu de désigner une personne physique dès la notification du marché.

1.10 Protection de l'environnement

L'entrepreneur veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Il prend également en compte les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les vibrations,

1.11 Assurances

1.11.1 Assurance de responsabilité décennale

Préalablement à la notification du marché, le titulaire, en la personne de chacun des membres en cas de groupement, doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil (responsabilité décennale).

Le titulaire devra être assuré conformément à ses obligations découlant du code des assurances, et notamment bénéficier d'une couverture à hauteur du coût total de la construction.

Le titulaire du lot 2 souscrira à cette fin un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale couvrant l'ensemble des constructeurs (y compris maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, bureau d'étude géotechnique, ...) avant le démarrage des travaux. Cette dépense sera portée au compte prorata.

1.11.2 Assurance de responsabilité civile professionnelle

L'entrepreneur devra être assuré pour sa responsabilité civile professionnelle à hauteur de la responsabilité qu'il encoure, avec les garanties suivantes assorties de montants minimaux ci-après :

- pour les lots n° 1, 3 et 4 :
 - dommages corporels 15 M€ par sinistre
 - dommages matériels et immatériels 15 M€ par sinistre
- pour le lot n° 2 :
 - dommages corporels 30 M€ par sinistre
 - dommages matériels et immatériels 30 M€ par sinistre
- pour les autres lots :
 - dommages corporels 5 M€ par sinistre
 - dommages matériels et immatériels 5 M€ par sinistre

Les montants de garantie ci-dessus sont des montants par sinistre, ces montants ne devront donc pas comporter de limitation par année d'assurance.

L'entrepreneur fera son affaire de la franchise éventuelle.

Les sous-traitants de l'entrepreneur devront également être assurés dans les mêmes conditions.

1.11.3 Justification des assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, dans un délai de un mois à compter de la notification du marché, l'entrepreneur devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile professionnelle respectant les exigences de l'article 1.11.2, en produisant son attestation d'assurance.

Chaque année civile, au plus tard le 28 février, et à l'appui de sa demande de paiement finale, l'entrepreneur devra justifier qu'il est titulaire des assurances de responsabilité décennale et de responsabilité civile professionnelle respectant les exigences des articles 1.11.1 et 1.11.2, en produisant ses attestations d'assurances.

Dans un délai de un mois à compter de la déclaration d'ouverture de chantier (ou à défaut de l'ordre de service de démarrer les travaux) l'entrepreneur devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité décennale respectant les exigences de l'article 1.12.1, en produisant son attestation d'assurance nominative (visant la présente opération et ses caractéristiques).

Concernant les sous-traitants de l'entrepreneur, il devra être justifié au stade de leur demande d'acceptation puis chaque année civile au plus tard le 28 février, qu'ils sont titulaires d'une assurance de responsabilité civile professionnelle respectant les exigences de l'article 1.11.2, en produisant leurs attestations d'assurance.

Toute attestation produite doit émaner de l'assureur et être en cours de validité.

1.12 Régularité de la situation de l'entrepreneur

En matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements applicables sur le territoire français.

L'entrepreneur produira tous les six mois, pendant toute l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 ainsi que D.8254-2 à D.8254-5 et R.1263.12 du Code du travail. En cas de non production de ces pièces, et après mise en demeure infructueuse, le marché pourra être résilié aux frais et risques de l'entrepreneur.

Ces éléments seront communiqués au maître d'œuvre avant le 1^{er} mars (situation au 31 décembre) et avant le 1^{er} septembre (situation au 30 juin) de chaque année.

1.13 Relations de l'entrepreneur avec les tiers

L'entrepreneur, outre les intervenants de l'opération prévus à l'article 1.5 du présent CCAP, sera amené à avoir des relations avec des tiers à l'opération de construction, tels que :

- autorités publiques, notamment dans le cadre des autorisations administratives nécessaires à l'opération ;
- gestionnaires ou concessionnaires des voiries et réseaux publics ou privés ;
- voisins et riverains.

Dans tous les cas, l'entrepreneur informera au fur et à mesure le maître d'œuvre et l'assistant du maître d'ouvrage des démarches qu'il envisage à cet égard, et effectuera un compte rendu précis des contacts et échanges qui auront eu lieu.

L'entrepreneur a une obligation de secret professionnel vis-à-vis des tiers et des personnes appartenant au titulaire et ne participant pas à l'exécution du marché, et il ne leur communiquera ni information ni document relatifs à l'opération sans un accord préalable du maître d'ouvrage. Cela concerne notamment les médias, seul le maître d'ouvrage étant habilité à décider de la communication publique relative à l'opération.

Article 2 : pièces contractuelles

2.1 Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, selon l'ordre de priorité décroissant ci-dessous :

- l'acte d'engagement et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ou ordre de service ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières Communes (CCTPC) et ses annexes :

- annexe n°1 : tableau synoptique des finitions,
- annexe n°2 : tableau synoptique des portes et châssis intérieurs,
- annexe n°3 : cahier des interfaces entre intervenants,
- annexe n°4 : notice acoustique,
- annexe n°5 : charte chantier faibles nuisances & impacts environnementaux,
- annexe n°6 : calcul RT 2012 ;
- annexe n°7 : plan de repérage des isolants ;
- le planning prévisionnel macro et général des travaux, auquel sera substitué un calendrier détaillé d'exécution notifié au titulaire par ordre de service ;
- la Note d'Organisation de Chantier (NOC) établie par l'OPC, son annexe n°1 relative au tableau d'affectation des dépenses, son annexe n°2 relative au modèle de convention de gestion prorata, le carnet de phasage de chantier urgences et les plans de phasage 0 à T des travaux de réaménagement des urgences ;
- le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) établi par le CSPS, et ses modifications ultérieures ;
- les modalités de coopération entre les différents intervenants de l'acte de construire et le coordonnateur ;
- le projet de règlement du Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- le rapport initial de contrôle technique (RICT) sur DCE d'octobre 2018 et les réponses apportées par la maîtrise d'œuvre à ce RICT ;
- les Cahiers de Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes ;
- les échanges ACT ;
- l'additif du 21 juin 2019 et l'additif du 31 août 2019 ;
- le plan d'installation de chantier (PIC) établi par l'OPC (compris phase 1, bâtiment énergie et élévation) auquel se substituera le PIC élaboré par l'entrepreneur du lot 2 dans le cadre de la préparation du chantier et notifié par ordre de service et ses modifications ultérieures ;
- le plan de prévention du risque aspergillose ;
- la note sur les risques d'exposition en phase chantier ;
- la notice environnementale ;
- le plan de qualité de l'air intérieur ;
- les prescriptions sur l'étanchéité à l'air du bâtiment ;
- le cahier des charges preneur et carnet de vie en version préliminaire ;
- la note sur le rôle du mandataire d'entreprises ;
- la note d'organisation des études d'exécution, de synthèse et des dossiers des ouvrages exécutés ;
- la note méthodologique synthèse EXE et ses annexes ;
- la charte graphique ;
- le cahier des charges BIM ;
- la note sur la diffusion des documents ;
- la note sur le circuit de validation ;
- la note sur le fonctionnement du Système d'échanges d'informations (c'est la diffusion sur la GED) ;
- le cahier des charges SSI et ses annexes ;
- les pièces graphiques citées en annexe 1 au présent CCAP étant précisé que :
 - en cas de contradiction entre les pièces graphiques architecturales et techniques des dossiers de marchés de travaux et en cas de contradiction au sein d'une même pièce graphique ou écrite, l'entrepreneur sera tenu à l'interprétation correspondant à la prestation la plus élevée, ou à l'exigence la plus forte ;
 - en cas de contradiction entre des pièces graphiques, les plans à grande échelle prévalent sur ceux à plus petite échelle ;

- en cas de contradiction entre les pièces écrites, les documents administratifs priment sur les documents techniques ;
- tout ce qui figurerait sur les pièces graphiques mais ne serait pas décrit dans les CCTP aura la même valeur que si les indications étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les pièces graphiques et vice versa ;
- tous les ouvrages qui figureraient sur des plans à petites échelles sans être reportés sur des plans à grande échelle auront la même valeur que s'ils étaient portés à la fois sur les plans à petites et grandes échelles ;
- la liste des marques, gammes ou modèles des matériaux, produits ou composants de construction sur lesquels s'engage le candidat (annexe à la DPGF), le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché ;
- les rapports d'études géotechniques, de diagnostic acoustique – mesures sur site, diagnostic des réseaux enterrés existants, diagnostic de recherche d'amiante et de HAP dans les enrobés existants, repérage amiante avant travaux dans les bâtiments HRD, P5, urgences et avant démolition dans le bâtiment IRM, diagnostic plomb ;
- les attendus de l'arrêté du permis construire ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, sous réserve des dérogations apportées par le CCTP ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de de travaux (CCAG/Travaux, arrêté modifié du 8 septembre 2009) sous réserve des dérogations apportées par le présent CCAP ; les commentaires insérés au sein de l'annexe à l'arrêté du 8 septembre 2009, ne sont pas contractuels et par conséquent non applicables ;
- les Documents Techniques Unifiés (DTU), les normes homologuées, les autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, les agréments techniques, étant entendu que les normes nationales et internationales ne s'appliquent que s'il n'existe pas de norme européenne sur un sujet donné ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- la DPGF de l'offre qui n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qui y sont portés ;
- le mémoire technique de l'offre de base, complété par le mémoire technique de l'offre variante dans le cas où une offre variante serait retenue étant précisé qu'en cas de contradiction, l'entrepreneur sera tenu à l'interprétation correspondant à la prestation la plus élevée, ou à l'exigence la plus forte.

Les annexes qui ne seraient pas identifiées nommément dans la liste ci-dessus ont la même valeur que le document auquel elles se rapportent.

Les éventuelles questions posées par les candidats lors de la consultation et les réponses apportées par le maître d'ouvrage seront rendues contractuelles dans l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

Les pièces générales doivent être considérées comme étant celles en vigueur un mois avant la date limite de réception des offres.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation, des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables à l'opération, au site et au présent marché. Le montant du marché est réputé en tenir compte.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de REIMS, fait seul foi.

2.2 Pièces à remettre au titulaire

La notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et le cas échéant de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché. Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, nécessaire au nantissement ou à la cession du marché, est délivrée au titulaire à sa demande écrite.

Article 3 : prix et règlement des comptes

3.1 Nature du prix

La rémunération de l'entrepreneur est assurée par un prix global et forfaitaire au sens de l'article R.2112-6 du Code de la commande publique.

Ce prix global forfaitaire fait l'objet d'une décomposition dont les seuls prix unitaires ont une valeur contractuelle. Ces prix unitaires incluent la rémunération des études d'exécution.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement sont des prix hors taxe sur la valeur ajoutée.

La taxe sur la valeur ajoutée sera réglée au titulaire en sus du prix, au taux en vigueur.

Par dérogation à l'article 10.3.2 du CCAG, la décomposition du prix global et forfaitaire n'indiquera pas pour chaque prix unitaire, les pourcentages correspondant aux frais généraux, aux impôts et taxes et à la marge pour risques et bénéfice.

3.2 Contenu du prix

Le prix global et forfaitaire du marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché de travaux dans son contexte, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Aucune sujétion normalement prévisible ne pourra être considérée comme non couverte par le prix, au sens de l'article 10.1.1 du CCAG.

Comme toutes les autres sujétions normalement prévisibles, les sujétions liées au déroulement des travaux et à leur localisation sont intégralement à la charge de l'entrepreneur, qu'elles découlent des activités de l'établissement, des conditions de déroulement du chantier, de la simultanéité du chantier avec d'éventuels travaux ou interventions d'entretien sur le site, de la proximité de chantiers en dehors du site, des moyens de transport, de la gestion des déchets de chantier, de l'occupation du domaine public, etc...

3.3 Variation du prix

Le prix du marché est révisable.

Les index utilisés sont :

Lot	Désignation du lot	Index
Lot n°1	Démolition – Curage	BT50
	Terrassements généraux – VRD	BT02
	Espaces verts	40% EV1 + 60% EV3

Lot	Désignation du lot	Index
Lot n°2	Fondations spéciales – gros-œuvre	BT06
	Structure bois	50% BT16b + 50% BT54
	Charpente métallique	BT07
	Etanchéité	BT53
	Façades murs-rideaux – menuiseries extérieures – occultations	50% BT43 + 30% BT45 + 20% BT27
	Couverture zinc – bardages métalliques	BT49
	Façades béton	BT01
	Façades ITE – plafonds et peintures extérieures	40% BT52 + 60% BT46
	Métallerie	BT42
	Portes automatiques	70% BT43 + 30% BT48
	Menuiseries intérieures – agencement	BT18a
	Cloisons – doublages	BT08
	Revêtements de sol souples	BT10
	Revêtements de sol durs	BT09
	Plafonds suspendus	BT08
	Peinture	BT46
Lot n°3	Courants forts	BT 47
	Courants faibles – SSI	BT47
Lot n°4	CVCD	50% BT40 + 50% BT41
	Plomberie – sanitaire	BT38
	Sprinkler	BT40
	Fluides médicaux	BT38
Lot n°5	Paillasse sèches et humides	BT18a
Lot n°6	Bras hospitaliers	BT01
Lot n°7	Transport pneumatique	BT01
Lot n°8	Transport automatisé lourd	BT01
Lot n°9	Appareils élévateurs	BT48
Lot n°10	Lève-malades	BT01
Lot n°11	Eclairage de soins	BT01
Lots n°12A et 12B	Tableau technique hospitalier et tablette numérique salle d'opération	BT01
Lot n°13	Signalétique	BT18a

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule:

$$C_m = 0,15 + 0,85 (I_{m-4} \div I_{0-4})$$

dans laquelle I_{0-4} et I_{m-4} sont les valeurs prises par l'index de référence, 4 mois avant le mois zéro (m_0 fixé dans l'acte d'engagement) et 4 mois avant le mois m . Le mois m correspond au dernier mois d'exécution des prestations faisant l'objet de la demande de paiement.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

Variations provisoires :

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4 Avance

Une avance sera versée au titulaire et/ou à ses sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, si ceux-ci l'ont acceptée et si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € hors taxes.

Le montant de l'avance sera égal à 5% d'une somme égale à douze fois la part du montant initial du marché que l'entrepreneur n'a pas l'intention de sous-traiter, toutes taxes comprises, divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le versement de l'avance interviendra dans un délai de 50 jours à compter de la notification du marché.

Le titulaire fournira au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours une facture correspondant au montant de l'avance à verser.

Le titulaire pourra produire une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire garantissant le remboursement de l'avance.

Le versement d'une avance aux sous-traitants se fera au prorata du montant total dû au titre du marché.

Le remboursement de l'avance se fera par précompte sur les sommes dues au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteindra 65 % du montant du marché, et cela sur la totalité des sommes dues jusqu'à hauteur du montant de l'avance.

3.5 Demandes de paiement et acomptes

Le règlement des sommes dues au titre du marché fera l'objet d'acomptes, calculés à partir de la différence entre deux demandes de paiement successives. Chaque demande de paiement est elle-même établie dans les conditions ci-après définies.

L'entrepreneur dépose sur le SEDI sa demande de paiement établie sous la forme d'un projet de décompte et exclusivement selon un modèle propre à l'opération, qui lui sera transmis préalablement.

L'entrepreneur ne devra pas déposer sa demande de paiement directement sur CHORUS PRO, le SEDI disposant d'une passerelle permettant, à partir de la demande de paiement saisie sur le SEDI, de la transférer sur CHORUS PRO.

Avant la fin de la période de préparation, l'entrepreneur devra fournir la décomposition synthétique des prix qui servira de base à l'établissement des projets de décompte. Ce document sera établi sur la base de la DPGF et sera soumis à l'acceptation maître d'ouvrage.

A l'appui de chaque projet de décompte, l'entrepreneur devra joindre l'avancement cumulé des travaux présenté dans le cadre de la décomposition synthétique validée énoncée ci-dessus.

Lorsque l'avancement cumulé des travaux exécutés atteint 90% du montant contractuel, la mention par l'entrepreneur du pourcentage d'avancement des travaux sur le projet de décompte remis au maître d'œuvre satisfait à l'exigence, incombant au titulaire et prévue par l'article 15.4 du CCAG, d'aviser le maître d'œuvre que le montant des travaux atteindra prochainement le montant contractuel. Dans ce cas et par dérogation à l'article 15.4 du CCAG l'entrepreneur est alors dispensé d'estimer la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra le montant contractuel.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG, le projet de décompte du mois « n » est transmis au maître d'œuvre au plus tôt le premier jour du mois « n+1 ».

Ce projet de décompte comprendra le calcul du montant de l'acompte correspondant, ainsi que l'indication des sommes à prélever sur le montant de l'acompte pour procéder au paiement direct des sous-traitants. Par dérogation à l'article 13.1.7 du CCAG, l'entrepreneur ne joindra pas de copie des demandes de paiement des sous traitants.

Par dérogation au CCAG, son article 13.2.2 n'est pas applicable. Si le projet de décompte est modifié, le nouvel état d'acompte qui en découle sera transmis au titulaire qui devra en tenir compte dans les demandes de paiement ultérieures.

3.6 Demande de paiement finale et solde

Par dérogation au CCAG, le premier alinéa de l'article 13.3.1 n'est pas applicable, et l'entrepreneur pourra établir des projets de décomptes mensuels jusqu'au mois inclus du plus tardif des deux événements suivants :

- notification de la décision de réception des ouvrages ;
- le cas échéant, procès-verbal constatant l'exécution des prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception en application de l'article 41.5 du CCAG.

Le projet de décompte final sera transmis au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 13.3.2.

Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG, le maître d'ouvrage notifiera le décompte général dans un délai maximum de 30 jours suivant l'achèvement de la garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée.

3.7 Approvisionnements

Il ne sera pas tenu compte des éventuels approvisionnements constitués en vue des travaux pour la détermination des sommes à régler à titre d'acompte.

3.8 Prestations supplémentaires ou modificatives

Pour l'application des articles 14 et 15 du CCAG, le maître d'œuvre pourra demander au titulaire de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un avant-métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus par le marché et réputés non inclus dans le forfait. Ce devis détaillé fera référence aux articles du CCTP le cas échéant, ou, en cas de prestations nouvelles non décrites dans le CCTP, le devis comportera une description détaillée des prestations de même niveau que le CCTP et sera accompagné des documentations techniques et des pièces graphiques explicatives le cas échéant permettant d'établir une définition complète de ces prestations.

L'entrepreneur devra alors remettre un tel devis dans un délai maximum de 10 jours calendaires. L'entrepreneur ne pourra prétendre à indemnité pour l'établissement de tels devis ni pour les études nécessaires à l'établissement dudit devis, même s'il n'y est pas donné suite.

Dans le cas où le titulaire omettrait de transmettre ces éléments dans les délais impartis, le maître d'œuvre pourra établir un ordre de service sur la base de prix provisoires.

Tout ordre de service délivré en application des articles 14 et 15 du CCAG, ou consistant en une quelconque modification des prestations du marché, n'est valable que s'il est revêtu du visa du maître d'ouvrage.

Par dérogation aux articles 15.2.2, 15.3 et 16.1 du CCAG, l'augmentation et la diminution limites du montant contractuel des travaux, visées par ces articles pour les marchés à prix forfaitaire, ainsi que les plafonds qu'elles constituent au titre d'autres articles du CCAG, sont fixées à 15%.

En application de l'article 15.4.3 du CCAG, si l'entrepreneur n'a pas reçu un ordre de service décidant d'arrêter les travaux alors que le montant contractuel est atteint, il doit poursuivre les travaux au-delà de ce montant jusqu'à l'exécution complète des ouvrages, dans la seule limite du plafond fixé à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'article 15.4.2 du CCAG, le délai laissé au maître d'œuvre pour notifier au titulaire l'éventuelle décision du représentant du pouvoir adjudicateur d'arrêter les travaux, est de 20 jours et court à compter de l'information donnée par l'entrepreneur prévue au 15.4 du CCAG.

3.9 Délais et modalités de paiement

Les règlements seront effectués par virement, le paiement (date du virement) devant intervenir dans les délais suivants :

- pour les acomptes : 50 jours à compter de la date effective de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte, et au plus tôt le premier jour du mois m+1 pour les prestations exécutées au cours du mois m ;
- pour le solde : 50 jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte général revêtu de la signature de l'entrepreneur, avec ou sans réserve, ou à défaut d'une telle réception, à compter du 31^e jour suivant la notification du décompte général faite au titulaire.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification au Centre Hospitalier Universitaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur la solution mutualisée, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Le non-respect de ces délais donnera lieu au versement d'intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement sera également versée.

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, les paiements seront versés sur un compte unique, et le comptable assignataire auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains paiements au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

3.10 Sûretés

Le marché fait l'objet d'une retenue de garantie correspondant à la garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44 du CCAG et à l'article 9.6 du présent CCAP. Cette retenue a pour objet de couvrir la levée des réserves dont est assortie la réception des ouvrages, ainsi que la réparation des désordres apparus pendant le délai de garantie.

Cette retenue de garantie est prélevée par fraction sur chacun des versements au titre du marché et de ses modifications en cours d'exécution, et à hauteur de 5% de ces versements.

La retenue de garantie pourra toutefois être remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par une garantie à première demande d'un montant de 5% du montant initial du marché, augmenté le cas échéant du montant des modifications du marché en cours d'exécution, dans les conditions prévues par le Code de la commande publique. Elle ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

La libération des suretés ne pourra être effectuée qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, éventuellement prolongé.

Article 4 : délais, pénalités et retenues

4.1 Délais

Délai global d'exécution du marché

L'acte d'engagement fixe le délai global d'exécution des marchés. Le délai d'exécution du marché figure dans le calendrier prévisionnel d'exécution des marchés.

Le point de départ du délai global d'exécution des travaux et de la période de préparation est le 27/01/2020.

Ce délai est celui imparti pour :

- l'exécution de tous les travaux ;
- les essais incombant aux titulaires ;
- le repliement des installations de chantier ;
- la remise en état des terrains et des lieux.

Toutes ces prestations étant réalisées pour l'ensemble des lots, les travaux sont considérés comme achevés et il peut alors être procédé aux opérations préalables à la réception, lesquelles ne sont pas incluses dans le délai ci-dessus.

Une préparation aux opérations préalables à la réception pourra débuter avant l'achèvement des travaux.

Période de préparation du marché

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, la durée de la période de préparation, incluse dans le délai global d'exécution du marché, est de 3 mois. Toutefois, ce délai ne fait pas obstacle à ce que certains travaux puissent être exécutés avant l'expiration de la période de préparation, dès lors que toutes les conditions requises sont réunies, notamment pour la réalisation de la voirie provisoire et la construction du bâtiment énergie.

Programme d'exécution des travaux

L'entrepreneur fournira au maître d'œuvre et au responsable de la mission ordonnancement, pilotage et de coordination tous les éléments nécessaires à l'élaboration du programme d'exécution des travaux dans les 4 premières semaines de la période de préparation, sauf pour les travaux préparatoires et le bâtiment énergie pour lesquels ils seront produits dans les 2 premières semaines. Certains éléments seront à produire plus tôt conformément à l'article 7.1 du présent CCAP.

Etudes d'exécution et de synthèse

Etudes d'exécution: La durée des études d'exécution est de 55 semaines.

Synthèse des études d'exécution: La durée de la Synthèse des études d'exécution est de 31 semaines.

Autres délais

Outre le délai global, l'entrepreneur devra respecter tous les délais prévus dans le calendrier général prévisionnel, puis dans le calendrier détaillé d'exécution qui lui sera contractuellement substitué.

L'entrepreneur devra mettre tout en œuvre pour respecter les délais prévus, y compris si cela implique des conditions inhabituelles (augmentation d'effectif et/ou de moyens techniques, heures supplémentaires, travail posté, etc.), sans augmentation de prix.

Il ne pourra y avoir prolongation de délai que dans les cas prévus à l'article 19.2.2 et au premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 30 pour l'ensemble de l'exécution du marché, le délai global d'exécution du marché étant augmenté ou diminué selon que le nombre réel de journées d'intempéries est supérieur ou inférieur au nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles.

Sont prises en compte comme journées ou demi-journées d'intempéries les journées ou demi-journées pendant lesquelles les conditions climatiques entraînent des conditions telles que les travaux ne puissent être poursuivis dans les conditions techniques requises ou sans enfreindre les règles de sécurité.

Les intempéries entraînant un arrêt effectif des travaux pendant une durée supérieure ou égale à la demi-journée font l'objet de constats contradictoires entre le Maître d'Œuvre et/ou l'OPC et l'Entrepreneur concerné. Quelle que soit la durée prévisionnelle de l'intempérie (inférieure ou supérieure à la demi-journée), l'Entrepreneur doit impérativement la faire constater au Maître d'Œuvre et /ou à l'OPC avant 10 heures le jour même, ou avant 14 heures dans le cas de changement brutal des conditions atmosphériques. Les intempéries ne peuvent être accordées que par journée ou demi-journée.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, pour être reconnues, les intempéries devront avoir **effectivement retardé les travaux, effectivement entraîné un arrêt de travail d'au moins la moitié de l'effectif normalement présent sur le chantier et rentrer dans les catégories suivantes :**

- dans le cas de travaux extérieurs :
 - vent de vitesse égale ou supérieure à 50 Km/h (14m/s) et d'une durée minimale de 2 heures,
 - pluie drue et continue d'une durée supérieure à 2 heures et correspondante à une hauteur d'eau totale supérieure à 5 mm,
 - température relevée à 10 heures sur le chantier, inférieure à moins 2°C,
 - chute de neige d'une durée supérieure à 4 heures ou tapis de neige dont l'épaisseur moyenne est égale à 2 cm,
 - verglas tenace empêchant les transports et la circulation sur le chantier et les échafaudages,
- dans le cas de travaux à l'intérieur d'ouvrage non clos (locaux non hors d'air) :
 - température inférieure à 2°C relevée à 10 heures à l'intérieur des locaux,
 - verglas tenace empêchant les transports et la circulation sur le chantier et les échafaudages,
- dans le cas où, à l'issue d'une période pendant laquelle les phénomènes atmosphériques définis ci-dessus ont été constatés, il a été neutralisé par ordre de service un délai de remise en route du chantier, ce délai est pris en compte pour la fixation de la prolongation du délai d'exécution.

Quelle qu'en soit l'origine, les entreprises doivent justifier les intempéries réellement constatées par tout moyen légal à leur disposition (par exemple : relevé météo, déclaration à la caisse responsable, etc.) et les faire valider par le maître d'œuvre et/ou l'OPC **au plus tard lors de la réunion de chantier suivante.**

Pour ce faire, l'entrepreneur doit fournir tout élément accréditant sa demande **dans les 24 heures suivant l'évènement.**

Après avis du maître d'œuvre, chaque demi-journée ou journée d'intempérie sera soumise à l'acceptation du maître d'ouvrage.

Faute de déclaration dans le délai imparti, la demi-journée ou journée concernée sera considérée comme normalement travaillée.

4.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG, les pénalités, pourront être effectivement appliquées, même si leur montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, en cas de non respect des délais d'exécution du marché prévus à l'article 4.1, l'entrepreneur pourra se voir appliquer des pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à :

- délai global d'exécution du marché : $2 / 3000^{\text{ème}}$ du montant du marché, avec un minimum de 300 € HT ;
- délai intermédiaire figurant dans le calendrier d'exécution des travaux (début ou fin de tâche) : $1 / 3\,000^{\text{ème}}$ du montant du marché, avec un minimum de 150 € HT ;

- délai global des études d'exécution : 2 / 3000^{ème} du montant du marché, avec un minimum de 300 € HT ;
- délai intermédiaire figurant dans le calendrier des études d'exécution et de synthèse : 150 € HT ;
- fourniture des éléments nécessaires à l'établissement du programme d'exécution des travaux : 300 € HT ;

En ce qui concerne les autres délais prévus au marché et le non-respect des demandes assorties d'un délai émanant du maître d'ouvrage, de l'assistant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, du Directeur de la cellule de synthèse, du contrôleur technique ou du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, les pénalités encourues par jour calendaire de retard sont les suivantes :

- désignation de la personne physique citée à l'article 1.9 du présent CCAP : 500 € HT ;
- remise de document (note de calcul, procès-verbal d'essai, fiche d'autocontrôle, dossier des ouvrages exécutés, etc.) demandés par l'un des intervenants précités (autres que ceux expressément désignés à l'article 4.3 du présent CCAP) : 150 € HT par document ;
- levée d'une réserve par rapport au délai dont elle a été assortie dans le procès-verbal de réception des ouvrages : 100 € HT par réserve ;
- remise des attestations d'assurance : 1 / 3 000^{ème} du montant du marché avec un minimum de 300 € HT.

4.3 Autres pénalités et réfections

L'entrepreneur pourra se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

- réfections prévues par le CCAG ;
- réfections liées à l'exécution de prestations du marché que le maître d'ouvrage serait conduit, après mise en demeure non suivie d'effet, à réaliser ou faire réaliser aux frais de l'entrepreneur ;
- réfections correspondant à des prestations prévues au marché et que l'entrepreneur n'aurait pas exécutées, en application du principe du règlement selon service fait,
- pénalités relatives aux manquements suivants :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Non-respect d'une disposition de l'organisation de chantier (autres que celles mentionnées par ailleurs) : par événement et/ou par jour calendaire de retard	X			
Non-respect d'une disposition prévue dans la charte chantier à faibles nuisances & impacts environnementaux, dans le plan de prévention du risque aspergillose ou dans l'étude électromagnétique en phase chantier (autres que celles mentionnées par ailleurs) : par événement et/ou par jour calendaire de retard	X			
Perte ou non-restitution du badge	X			
Souillage des végétations en place à conserver	X			
Dégradation des végétations en place à conserver leur faisant courir un risque pour leur survie			X	
Travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : par événement		X		
Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit : par événement (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X		

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne : par événement (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X		
Défaut de nettoyage des voiries internes au site du CHU de Reims souillées ou des voiries publiques empruntées à proximité du chantier souillées : par constatation et par jour calendaire		X		
Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable) : par événement	X			
Une livraison programmée arrive ou se prolonge au-delà de l'horaire prévu avec un retard supérieur à 1 heure : par événement	X			
Une livraison non programmée en coordination avec l'Entreprise de gestion de trafic arrive de façon imprévue : par événement		X		
Manquement aux règles de nettoyage des véhicules en partance du chantier : par véhicule constaté		X		
Stationnement des véhicules de personnels ou de société dans l'enceinte du site du CHU de Reims sans autorisation : par constatation	X			
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites : par constatation		X		
Brûlage de matériaux ou déchets sur le chantier : par constatation	X			
Toute action entraînant un défaut dans la signalisation du chantier		X		
Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives		X		
Défaut d'éclairage de chantier (circulations) : par jour	X			
Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée à un lot de travaux		X		
Dégradation des installations communes		X		
Défaut de nettoyage des installations communes après utilisation		X		
Non-utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier	X			
Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires		X		
Stockage vestimentaire ou de nourriture en dehors des installations de chantier prévues à cet effet	X			
Manquement aux obligations de nettoyage : par jour calendaire et local ou zone de 100 m ² non-nettoyée	X			
Constatation de l'intervention, sur chantier ou non, d'un sous-traitant avant qu'il n'ait été accepté et ses conditions de paiement agréées : par constatation			X	
Non-respect d'une mise en demeure de soumettre à l'acceptation du maître d'ouvrage un sous-traitant non déclaré : par jour calendaire à compter de l'échéance de la mise en demeure jusqu'au dépôt du dossier complet de demande d'acceptation				X

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Non-respect d'une injonction du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé : par injonction			X	
Retard dans la production d'un PPSPS : par jour calendaire		X		
Constatation de l'intervention sur chantier d'un titulaire ou d'un sous-traitant sans avoir préalablement réalisé l'inspection commune ou en l'absence de PPSPS harmonisé par le coordonnateur : par constatation			X	
Manquement à une disposition du PGC autre que celles mentionnées ailleurs : par constatation			X	
L'employé d'une entreprise est surpris en défaut de sécurité quelle qu'en soit la raison : par constatation		X		
Un poste de travail d'une entreprise est en défaut de conformité aux règles de sécurité : par constatation		X		
Défaut de mise en place ou dépose d'une protection collective sur le chantier : par constatation (nota : en cas de non-identification du responsable l'imputation de la pénalité sera faite au Compte Prorata)			X	
Défaut de mise en place du trait de niveau et axes d'implantation ou défaut de signalétique interne (lot n°2) : par défaut et par jour.	X			
Défaut d'encadrement sur le chantier : par jour calendaire		X		
L'Entreprise prétend à tort avoir achevé une tâche ou avoir levé une non-conformité		X		
L'Entreprise prétend à tort avoir levé une réserve ou une remarque avant réception		X		
Retard pour non enlèvement des matériaux inemployés : par jour calendaire	X			
Retard dans la libération des terrains mis à disposition par le Maître de l'Ouvrage ou dans la dépose d'installation provisoire : par jour calendaire		X		
L'Entreprise démontre sa méconnaissance de ses obligations contractuelles		X		
Absence ou retard supérieur à 30 minutes en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de son lot convoqué à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le Maître d'Œuvre ou l'OPC	X			
Absence non excusée en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité d'un lot convoqué à ladite réunion, le lot en question étant sur le chemin critique du planning		X		
Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » : par document ou plan et par jour calendaire		X		
Retard dans la présentation d'un prototype : par jour calendaire		X		
Présentation d'un prototype ou d'un échantillon non conforme au marché : par prototype ou échantillon			X	

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Retard dans la présentation d'un échantillon, d'un devis ou mémoire : par échantillon ou par document et par jour calendaire	X			
Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée : par document et par jour calendaire		X		
Établissement d'un document « BPS » ou « BPE » par l'Entreprise ne prenant pas en compte les observations du contrôleur technique ou du Maître d'Œuvre : par document		X		
Diffusion sans document explicatif d'un indice de document "Pour Visa" sans BPS ou BPE, après un VAO ou VSO et un avis Favorable ou suspendu sur l'indice précédent : par nouvel indice	X			
Retard dans la production d'un devis détaillé : par jour calendaire	X			
Présentation d'un devis irrecevable par son contenu (s'il recouvre des travaux dus au titre du marché de base), par les montants (s'ils sont sans rapport avec les prix unitaires pratiqués dans le cadre du marché) ou par sa présentation (décomposition par entité)		X		
Retard dans la justification et/ou la présentation d'un détail de prix pour ouvrage non prévus : par jour calendaire	X			
Retard dans la constitution du dossier DOE ou des documents d'exploitation sous la forme de dossiers provisoires ou du dossier DIUE ou du dossier de sécurité SSI : par jour calendaire de dépassement du délai imparti pour cette tâche et par plan d'étage			X	
Couleur forcée sur plan destiné à la synthèse : par plan		X		
Chaque cas de non-respect de la décomposition en couches exigés pour plans : par plan	X			
Non-respect des règles fixées par le règlement de synthèse : par document	X			
Remise à la cellule de synthèse de plans sans coordination interne dans son lot : par plan		X		
Retard de production de document bloquant ou susceptible de bloquer la synthèse : par jour calendaire			X	
Non-mise à disposition sur le SEDI d'un document envoyé par un autre moyen : par document et par jour calendaire	X			
Non-respect de l'interdiction d'affichage, enseigne et publicité sur le chantier : par infraction et par jour	X			
Non-respect de l'interdiction d'organiser une visite avec des personnes extérieures au chantier : par infraction			X	
Non-respect de l'obligation de secret professionnel tel que définie à l'article 1.13 du CCAP : 2 000 € HT par infraction			X	
Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 1		X		
Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 2			X	
Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 3				X

Niveau du manquement	Montant de la pénalité correspondante
Niveau 1	150 Euros HT
Niveau 2	600 Euros HT
Niveau 3	1 500 Euros HT
Niveau 4	7 000 Euros HT

4.4 Application des pénalités

Toutes les pénalités prévues aux 4.2 et au 4.3 sont encourues sur simple constatation. Elles sont cumulables, et ne sont pas plafonnées. L'application de pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 48 du CCAG.

Les pénalités pourront être indifféremment appliquées dans le cadre des décomptes mensuels et/ou dans le cadre du décompte général du marché.

Par dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG, l'application d'une pénalité consécutive au non-respect d'un délai intermédiaire pourra avoir un caractère définitif.

4.5 Retenues provisoires

Pour l'application de l'article 20.5 du CCAG, des retenues provisoires, pouvant représenter jusqu'à 2% du montant total du marché, pourront être effectuées jusqu'à complète exécution et remise des documents et formations effectués après exécution des travaux, tels qu'ils sont prévus à l'article 9.5 du présent CCAP.

Article 5 : Provenance, qualité et vérification des matériaux et produits

5.1 Provenance et qualité des matériaux et produits

L'entrepreneur est tenu de mettre en œuvre les matériaux, produits ou composants de construction figurant dans son offre, le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché, en respectant exactement les marques, modèles, gammes et références y figurant.

Au cas où l'entrepreneur serait amené à proposer d'autres matériaux, produits ou composants de construction que ceux qu'il s'est engagé à mettre en œuvre dans le cadre de son offre, il devra les soumettre préalablement pour acceptation au maître d'œuvre. Sous réserve de cette acceptation, l'entrepreneur du présent marché prendra en compte toutes les modifications qui en découlent.

Pour les matériaux, produits ou composants de construction ne figurant pas dans la liste visée au premier alinéa, l'entrepreneur devra fournir et mettre à disposition sur le chantier les prototypes et échantillons qui lui auront été demandés par le maître d'œuvre.

Les propositions de l'entrepreneur seront acceptées ou refusées au vu desdits échantillons ou prototypes. Les échantillons et prototypes ayant conduit à accepter les éléments correspondants seront entreposés et conservés sur le chantier et pendant toute sa durée dans un local sécurisé prévu à cet effet.

Sur simple demande du maître d'œuvre, l'entrepreneur devra produire une copie des bons de commande des matériaux, produits et composants de construction.

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG, l'entrepreneur n'a pas le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction pour ceux qui figurent dans la liste des matériaux et produits que l'entrepreneur s'est engagé à mettre en œuvre dans le cadre de son offre (en annexe à la DPGF), le cas échéant dans sa forme issue de la mise au point du marché.

5.2 Vérifications, essais et épreuves

Les vérifications mentionnées dans le CCTP ou les pièces générales constitutives du marché comme devant être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, le seront après agrément par le maître d'œuvre du laboratoire ou de l'organisme proposé par l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, sont à la charge de l'entrepreneur les essais et épreuves non prévus au marché, mais demandés par le maître d'œuvre ou le contrôleur technique, dès lors que leur résultat ne permet pas l'acceptation des matériaux, produits ou composants de construction.

Article 6 : études préalables à l'exécution des travaux

6.1 Etudes d'exécution et de synthèse

Les études d'exécution sont en totalité à la charge de l'entrepreneur.

D'une façon générale, l'entrepreneur établit, d'après les pièces constitutives du marché, tous les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, quelle qu'en soit la nature.

L'entrepreneur fournira au titulaire chargé de la mission OPC :

- la liste des tâches élémentaires du programme d'exécution que l'entrepreneur a à effectuer, ainsi que la durée de chacune d'entre elles et leur enchaînement ;
- la liste des principaux matériels et fournitures que l'entrepreneur doit approvisionner ainsi que leur délai d'approvisionnement après la commande ;
- le listing prévisionnel de ses documents d'exécution au plus tard 15 jours calendaires après la notification de son marché de travaux. Ce listing prévisionnel mentionnera obligatoirement les dates de diffusion prévisionnelle, ainsi que les formats prévisionnels et nombre de pages. Ce listing prévisionnel sera à mettre à jour sans limites d'indice en fonction des observations de la Maîtrise d'Oeuvre et/ou du bureau de Contrôle Technique.

Les documents d'exécution établis par l'entrepreneur devront signaler de façon claire et évidente les points sur lesquels ils ne respecteraient pas les pièces constitutives du marché, faute de quoi le visa du maître d'œuvre pourra être considéré comme n'ayant pas été délivré.

Les documents élaborés par l'entrepreneur seront accompagnés, en tant que de besoin, de toute note explicative et justificative relative aux matériaux, méthodes, essais, mises en œuvre, phasages, quantités, etc.

Tout document graphique ou note de calcul devra être clair et détaillé, utiliser les unités du système international et les symboles et notations des normes NF ISO 128, être fondé sur des formules conformes aux lois connues de la physique, se référer le cas échéant à des auteurs ou publications qui seront cités. Pour les calculs élaborés à l'aide d'un logiciel informatique, les conclusions seront expliquées et commentées, et seront accompagnés d'une description détaillée de la méthode de calcul, de la liste des données utilisées et des résultats obtenus.

Sur la base des études d'exécution finalisées et validées, l'entrepreneur devra élaborer les plans d'atelier et de chantier relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier.

L'ensemble des documents d'exécution devront être déposés sur le Système d'Echange de Documents Informatisés (SEDI) dont le fonctionnement est explicité dans le document « note sur le fonctionnement du système d'échanges d'informations (cis diffusion sur la GED) ».

L'entrepreneur devra également respecter les instructions du document « note sur la diffusion des documents », ainsi que le document « modalités de coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur ».

L'organisation des études d'exécution et de synthèse est explicitée dans le document « note d'organisation des études d'exécution, de synthèse et des dossiers des ouvrages exécutés ».

Le circuit et l'échange des documents entre les différents intervenants est explicité dans le document « note sur le circuit de validation ».

Les documents élaborés devront respecter les exigences du document « charte graphique ».

L'entrepreneur mènera ses études en BIM conformément au document « cahier des charges BIM ».

6.2 Coordination des études d'exécution et de synthèse

Dans le cadre du déroulement des travaux, l'entrepreneur est chargé à ses frais de la parfaite coordination temporelle, technique et spatiale des études d'exécution relatives à son lot, y compris celles qu'il ferait réaliser par des sous-traitants.

La nécessité d'études d'exécution parfaitement coordonnées implique que toutes les études soient réalisées simultanément et que les études de synthèse soient effectuées au fur et à mesure.

Le titulaire devra donc établir l'ensemble des plans, coupes et détails coordonnés nécessaires à la réalisation des travaux des différents corps d'état inclus dans son lot.

6.3 Vérification des études d'exécution et de synthèse

De façon générale, toutes les études d'exécution et de synthèse doivent être soumises au visa du maître d'œuvre, à l'avis du contrôleur technique, et communiquées au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG, le visa (ou son refus) par le maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique seront notifiés au titulaire, à compter de la réception en papier des pièces concernées, dans un délai compatible avec le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux puis le calendrier détaillé d'exécution des travaux et ce, sous réserve du respect par le titulaire du calendrier des études d'exécution approuvé par le maître d'œuvre et notamment le calendrier prévisionnel de diffusion des documents d'exécution.

Le visa du maître d'œuvre a pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent le projet, et de façon générale les obligations découlant du marché de travaux.

Toute étude d'exécution et de synthèse ayant fait l'objet d'un visa avec observations, d'un refus ou d'un avis défavorable du contrôleur technique devra être reprise par l'entrepreneur dans un délai maximum de 7 jours calendaires. L'entrepreneur devra assumer toutes les conséquences liées à la reprise des études, y compris en termes de délai, aucune prolongation du délai contractuel d'exécution du marché ne pouvant être obtenue à ce titre.

Le visa du maître d'œuvre et un avis favorable du contrôleur technique doivent impérativement être obtenus préalablement à l'exécution de l'ouvrage correspondant aux documents concernés. Le non-respect de cette obligation pourra entraîner la dépose ou la démolition de tout ou partie d'un ouvrage exécuté et l'entrepreneur devra assumer toutes autres conséquences qui pourraient en découler.

Le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique sont formulés dans les conditions définies dans le document « note d'organisation des études d'exécution, de synthèse et des dossiers des ouvrages exécutés ».

Tous les documents élaborés par l'entrepreneur seront fournis et diffusés directement par ses soins aux destinataires concernés conformément au document « note sur la diffusion des documents » et ils respecteront les règles de présentation et de codification définies dans les documents « charte graphique » et « cahier des charges BIM ».

6.4 Modification des ouvrages ou travaux

Les études d'exécution et de synthèse complémentaires nécessitées par une modification des ouvrages ou travaux seront réalisées par l'entrepreneur dans les mêmes conditions de coordination et de vérification, le délai particulier étant fixé dans l'ordre de service prescrivant la modification.

6.5 Composants, techniques ou procédés de mise en œuvre non traditionnels

Tous les composants, techniques et procédés de mise en œuvre devront être conformes aux documents généraux constitutifs du marché (CCTG, normes, etc.), sous réserve des compléments et des dérogations qui leur sont apportées par le CCTP, ou devront être couverts par un avis technique favorable en cours de validité au moment et pour le lieu et les conditions de mise en œuvre, ce dont il sera justifié par l'entrepreneur.

Toutefois, si une ou plusieurs appréciations techniques d'expérimentation (du type ATEx ou « Pass'innovation ») s'avéraient nécessaires, cette démarche devrait être suffisamment anticipée pour n'entraîner, en cas de succès comme d'échec, aucun retard dans l'exécution des travaux et se ferait aux frais de l'entrepreneur. Aucune augmentation de délai ne pourra être accordée au titulaire pour ce motif.

Si une ATEx est susceptible d'être rendue nécessaire par un composant, une technique ou un procédé de mise en œuvre proposé par l'entrepreneur, l'accord exprès du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage devra être obtenu préalablement à toute démarche.

En cas d'avis favorable, l'entrepreneur sera autorisé à procéder à la mise en œuvre, mais prendra à sa charge tout éventuel surcoût de l'assurance-construction souscrite par le maître d'ouvrage. Un tel surcoût sera déduit de la rémunération de l'entrepreneur dans le cadre du décompte général du marché.

Article 7 : préparation des travaux

7.1 Programme d'exécution

Le programme d'exécution comporte toutes les informations et documents nécessaires à l'organisation des études d'exécution et au déroulement du chantier, notamment :

- les noms, fonctions, coordonnées et missions des intervenants et représentants aptes à engager le titulaire dans la première semaine de la période de préparation ;
- le listing prévisionnel de ses documents d'exécution mentionnant obligatoirement les dates de diffusion prévisionnelle, ainsi que les formats prévisionnels et nombre de pages, celui-ci devant être produit dans les 3 premières semaines de la période de préparation ;
- la liste des tâches élémentaires (y compris commandes, fabrication, pose, ...) en déterminant pour chacune d'elles, les nécessités en termes de réalisation préalable (prérequis) et de moyens de chantier, leur durée et leur enchaînement et en précisant les tâches supplémentaires à celles identifiées par l'OPC qui sont liées à la méthodologie de travail du titulaire. Passé le délai figurant à l'article 4.1 du présent CCAP, si l'entrepreneur n'a pas fourni les éléments requis, l'entrepreneur de la mission OPC les fixera lui-même sans que l'entrepreneur ne puisse émettre de contestation ;
- le plan d'assurance qualité du chantier ;
- les matériels et méthodes utilisés ;
- les besoins en cantonnement en précisant l'effectif prévisionnel mensuel des compagnons dans les 2 premières semaines de la période de préparation ;
- le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) établi par chaque titulaire (y compris cotraitants) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours maximum à compter du début de la période de préparation ou avant dans le cas de travaux à réaliser plus tôt ;
- la liste prévisionnelle des travaux que le titulaire envisage de sous-traiter ;
- un échéancier prévisionnel mensuel des situations de travaux.

7.2 Installations et organisation du chantier

L'organisation du chantier sera conforme au cahier des clauses techniques particulières communes (CCTPC), à la note d'organisation de chantier, au plan général de coordination SPS, aux plans d'installation de chantier (établi en premier lieu par l'OPC auquel se substituera celui élaboré par l'entrepreneur du lot n°2 dans le cadre de la préparation du chantier puis ses modifications ultérieures), au calendrier prévisionnel d'exécution puis au calendrier détaillé d'exécution et de leurs carnets de phasages associés ainsi que de tout autre document du marché de travaux traitant des installations et de l'organisation du chantier.

Toutes les installations et moyens techniques nécessaires au commencement de l'exécution des travaux, déterminés en accord avec le maître d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, devront être opérationnels avant la fin de la période de préparation ou avant le démarrage des travaux pour ce qui est des travaux préparatoires et du bâtiment énergie.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, il incombe au titulaire d'obtenir, à l'exception des autorisations de construire, toutes les autorisations, notamment administratives, nécessaires à la réalisation des ouvrages, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pouvant le cas échéant apporter leur concours pour en faciliter l'obtention.

Tous les affichages et toutes les exigences soit réglementaires, soit découlant des pièces constitutives du marché, devront être en place avant toute intervention de travailleurs sur site, et au plus tard à la fin de la période de préparation.

Tout affichage, publicité, ou enseigne, autre que ceux visés à l'alinéa précédent sont interdits sur le site du chantier, en quelque endroit que ce soit, y compris ceux des entreprises qui y interviennent.

Il est bien précisé que des installations de chantier devront être en place pendant toute la durée d'intervention des travailleurs, même si les délais contractuels sont dépassés, y compris durant la période de levée des réserves dont a été assortie la décision de réception.

Les entreprises s'organiseront librement pour gérer les dépenses communes, le maître d'ouvrage, et l'assistant du maître d'ouvrage n'interviendront en aucune façon dans la gestion de celles-ci.

7.3 Ordonnancement et planification des travaux

Sur la base des éléments visés à l'article 7.1 du présent CCAP et transmis par l'entrepreneur, avec ce même degré de précision et au vu du calendrier prévisionnel, le calendrier détaillé d'exécution sera élaboré par l'OPC, dans le respect du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux. Si un ajustement des tâches élémentaires est pour cela nécessaire, il ne pourra s'opérer que par une évolution des moyens humains et/ou techniques mis en œuvre par l'entrepreneur.

Ce calendrier ne deviendra contractuel, en lieu et place du calendrier général prévisionnel, qu'après sa notification par ordre de service au titulaire. L'absence de notification ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux.

7.4 Sécurité et protection de la santé

L'intégralité des règles du code du travail, celles fixées par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, les dispositions prévues par les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé validés par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, devront être respectées pendant toute la durée d'exécution du marché.

L'entrepreneur communiquera au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, dans un délai maximum de 3 semaines à compter de la notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé a toute autorité sur les entreprises et leurs agents intervenant sur le chantier. Ses instructions préparatoires à l'intervention sur site doivent impérativement être respectées. Tout désaccord éventuel entre une entreprise et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé devra être porté à la connaissance du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ayant seul qualité pour confirmer ou infirmer une position du coordonnateur.

7.5 Implantation et piquetages général et spécial

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG, le plan général d'implantation, lorsqu'il est nécessaire, constitue une pièce du marché.

Les piquetages prévus à l'article 27 du CCAG sont à la charge de l'entrepreneur du lot n°2. Ces piquetages seront soit effectués, soit contrôlés par un géomètre-expert, préalablement agréé par le maître d'œuvre, et qui attestera de leur conformité au plan général d'implantation des ouvrages et aux informations relatives aux ouvrages souterrains ou enterrés.

L'entrepreneur devra signaler par écrit au maître d'œuvre toute anomalie ou erreur, et demander le cas échéant toute vérification qu'il jugerait nécessaire. Aucune réclamation ne pourra être admise une fois le piquetage effectué.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG, le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens sera établi par l'entrepreneur du lot n°2, après avoir pris connaissance des éléments en la possession du maître d'ouvrage, et en avoir vérifié l'exactitude.

7.6 Constat avant travaux

L'entrepreneur du lot n°2 fera procéder à un constat par huissier de justice transmis au maître d'œuvre avant le démarrage des travaux. Les différentes parties concernées, dont les titulaires de tous les lots des marchés de travaux, seront convoquées par l'huissier de justice. Ce constat portera sur l'ensemble de la zone concernée par les travaux et les avoisinants. Un tel constat devra également être réalisé avant le démarrage de chacune des phases de travaux dans le bâtiment existant des urgences.

7.7 Préchauffage

Le préchauffage nécessaire à l'exécution des travaux de finitions tous corps d'état, par des installations provisoires ou par la mise en service des installations de chauffage avant réception s'effectuera dans les conditions fixées dans la note d'organisation de chantier.

Article 8 : exécution des travaux

8.1 Réunions et visites

Une réunion de chantier au moins hebdomadaire se tiendra sur le site de l'opération, aux dates et heures fixées par le maître d'œuvre.

Cette réunion aura pour objet d'aborder toute question relative à l'exécution des marchés de travaux.

Cette réunion donnera lieu à une visite de chantier.

L'entrepreneur est tenu d'y être représenté par une personne habilitée à l'engager.

La réunion de chantier ne se substitue pas aux réunions spécifiques (par exemple relatives aux études d'exécution et de synthèse, à la préparation du chantier, aux échantillons et prototypes, etc.), susceptibles d'être organisées par le maître d'œuvre, et auxquelles l'entrepreneur convoqué est tenu d'être représenté par une personne habilitée à l'engager.

Le chantier fera en outre l'objet de visites, planifiées ou inopinées, par le maître d'œuvre, le responsable de la mission OPC, le contrôleur technique et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Le maître d'ouvrage et son assistant, et leurs invités, auront également libre accès au chantier.

L'entrepreneur sera tenu d'être présent aux visites planifiées auxquelles il aura été convoqué.

En outre, le maître d'œuvre ou le responsable de la mission OPC pourront, en tant que de besoin, exiger la présence de sous-traitants représentés par des personnes habilitées à les engager.

L'entrepreneur ne pourra organiser aucune visite avec des personnes extérieures au chantier, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

8.2 Coordination de l'exécution des travaux

La coordination de l'exécution des travaux incombe au titulaire pour ce qui concerne les travaux de tous les corps d'état de son lot.

La coordination de l'exécution des travaux des différents lots entre eux incombe au responsable de la mission OPC.

En cas de retards par rapport au calendrier contractuel et sur demande du responsable de la mission OPC ou du maître d'œuvre, l'entrepreneur devra produire des calendriers de travail tenant compte de la réalité, ces calendriers n'ayant pas vocation à se substituer au calendrier contractuel.

8.3 Sécurité et protection de la santé

Aucune entreprise ne pourra intervenir sur le chantier sans avoir effectué préalablement l'inspection commune.

Les entreprises sous-traitantes ne pourront procéder à l'inspection commune sans avoir été préalablement acceptées.

A l'occasion de chaque réunion de chantier, un point sera fait avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

8.4 Contrôle de l'exécution des travaux

Toute procédure d'autocontrôle exigée par le maître d'œuvre ou le contrôleur technique devra être mise en œuvre, à ses frais, par l'entrepreneur, qui devra en justifier et en fournir les résultats. L'autocontrôle comprendra au minimum les essais et vérifications prévus par le document technique COPREC Construction n°1 d'octobre 1998, toutes les consommations étant à la charge de l'entrepreneur, les procès-verbaux de ces essais et vérifications étant conformes aux modèles fixés par le document technique COPREC Construction n°2 d'octobre 1998.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, sont à la charge de l'entrepreneur les essais et contrôles des ouvrages non définis dans le marché dès lors que leur résultat ne permet pas l'acceptation en l'état des ouvrages concernés.

Il est précisé que l'entrepreneur fait son affaire de tout raccordement et de toute fourniture de matériau, consommable, fluide ou énergie nécessaire à des essais, sans contribution technique ou financière du maître d'ouvrage, que ce soit pour des travaux provisoires ou définitifs.

8.5 Maintien des réseaux, des communications et de l'écoulement des eaux

L'entrepreneur doit conduire les travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux (distribution et assainissement) et des réseaux divers (électricité, gaz, télécommunications...).

En cas d'inobservation par l'entrepreneur des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais de l'entrepreneur les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

8.6 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés

Sans préjudice des dispositions légales, réglementaires et autres stipulations contractuelles, si les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, ou méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement, l'entrepreneur doit prendre, à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et les poussières.

8.7 Registre de chantier

Le registre de chantier prévu par l'article 28.5 du CCAG sera inclus dans le compte rendu élaboré par le maître d'œuvre. Il prendra la forme d'une extraction hebdomadaire des documents émis et reçus sur le SEDI. Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, le registre de chantier inséré au compte rendu ne sera pas signé. Toutefois, son caractère contradictoire sera assuré par la possibilité pour l'entrepreneur de formuler des observations dans un délai de 1 semaine à compter de la réception du compte rendu.

Ce registre est tenu à la disposition de l'assistant du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître d'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

8.8 Responsabilité des ouvrages

L'entrepreneur est responsable du site où se déroulera le chantier, à compter de la mise à disposition des lieux et jusqu'au transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité et le gardiennage du site en tenant compte des exigences particulières du marché et notamment des dispositions prévues dans la note d'organisation du chantier.

De même, l'entrepreneur est responsable de la garde de ses ouvrages jusqu'au transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage. En cas de dégradation ou de vol, il devra procéder à la réparation ou au remplacement de ses ouvrages au titre de son marché, sans modification du prix ou du délai, et fera son affaire des recours contre les auteurs éventuellement identifiés.

8.9 Dégradations causées aux voies

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les conséquences de toute dégradation causée aux voies publiques, du fait du chantier et des circulations qui lui sont liées, sont à la charge exclusive du ou des titulaires concernés.

Le ou les titulaires concernés pourront se voir prescrire par ordre de service de procéder lui-même ou eux même à la réparation dans le délai fixé.

8.10 Gestion des déchets de chantier

L'entrepreneur fournit à l'assistant du maître d'ouvrage les éléments de la traçabilité des déchets, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

L'entrepreneur remet à l'assistant du maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par l'entrepreneur et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En aucun cas, l'entrepreneur n'est autorisé à utiliser les matériels de collecte de déchets situés sur les différents sites du CHU de Reims.

8.11 Obligations du titulaire

Le calendrier d'exécution fixe la période pendant laquelle le titulaire est notamment tenu de :

- s'assurer que ses travaux sont achevés ou en voie d'achèvement pour être finis à la date fixée pour l'achèvement des travaux ;
- mettre à la disposition du maître d'œuvre les personnels et matériels nécessaires à la composition d'une équipe de finition, constituée d'ouvriers de chaque corps d'état, demeurant sous la dépendance et la responsabilité de leur entreprise, pour exécution, sous la direction d'un responsable de l'entreprise, des tâches de finitions et parachèvement ;
- constituer pour le remettre au maître d'ouvrage, avant les opérations préalables à la réception, le dossier provisoire d'exploitation ;
- initier le personnel d'exploitation à l'utilisation et à l'entretien courant du matériel, des ouvrages et installations, à compter, s'il y a lieu, du début des opérations préalables à la réception à l'expiration d'une période de quatre-vingt-dix jours (90) après la date de réception ;
- prendre toutes dispositions pour obtenir tous les certificats de conformité technique (Consuel, GDF, etc.) nécessaires et régler tous les frais afférents aux opérations de contrôle ou de vérification ;
- effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir la mise en service des installations en temps voulu ;
- se procurer les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître de l'Ouvrage et les remettre aux services et organismes intéressés ;
- se tenir, enfin, à la disposition du maître d'œuvre pour assister à toutes les réunions, participer à toutes les visites destinées à obtenir et constater le parfait achèvement des travaux ainsi que la satisfaction aux différentes spécifications.

Article 9 : réception et garanties

9.1 Opérations préalables à la réception

Par dérogation à l'article 41 du CCAG :

- la réception a lieu à l'achèvement des travaux tous corps d'état ;
- après concertation avec les titulaires des autres corps d'état, l'entrepreneur du lot n°2 avisera par écrit l'assistant du maître d'ouvrage et le maître d'œuvre au minimum 1 mois avant la date à laquelle l'ensemble des travaux de tous les lots seront considérés comme achevés ;
- les délais mentionnés aux articles 41.1.2, 41.1.3 et 41.3 sont fixés à 45 jours ;
- si le maître d'œuvre constate lors des opérations préalables à la réception que, contrairement à l'avis d'achèvement des travaux délivré par l'entrepreneur qui en est chargé, les travaux ne sont pas achevés, il dresse un procès-verbal de non achèvement de travaux et propose au maître d'ouvrage de décider de mettre fin aux opérations préalables à la réception. Dans ce cas, l'entrepreneur qui en est chargé avisera à nouveau par écrit l'assistant du maître d'ouvrage et le maître d'œuvre au minimum 1 mois avant la date à laquelle l'ensemble des travaux de tous les lots seront considérés comme achevés. A partir de cette date, les opérations préalables à la réception pourront alors débuter ;
- le maître d'œuvre ne fait pas connaître au titulaire la proposition qu'il formule auprès du maître d'ouvrage, concernant la réception ou non des ouvrages.

Les épreuves prévues en application des articles 41.2 et 41.4 du CCAG sont définies par le marché.

Le maître d'œuvre pourra également proposer au maître d'ouvrage de mettre fin aux opérations préalables à la réception, dans le cas où les titulaires des marchés de travaux n'auraient pas fournis les éléments suivants :

- les pièces visées au CCTP,
- les documents techniques et administratifs nécessaires à la livraison et à l'exploitation des ouvrages tels que :
 - o les fiches de contrôles et essais internes effectués pendant les travaux,
 - o les attestations de conformité,
 - o les procès-verbaux d'essais,
 - o les attestations de conformité aux labels demandés pour l'opération,
 - o les attestations de conformité ou procès-verbaux de mise en services, délivrés par les services publics concernés,
 - o les attestations de conformité, pour les installations relevant des règles édictées par des compagnies d'assurance,
 - o les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essai, réaction au feu, des matériels et matériaux mis en œuvre,
 - o un dossier provisoire d'exploitation comprenant tous les schémas, notices d'exploitation, etc. permettant l'exploitation provisoire de l'ouvrage,

et remise au coordonnateur SPS des documents indispensables à la constitution du DIUO.

Les opérations préalables à la réception peuvent se dérouler sur plusieurs journées et sont formalisées via le système informatisé mentionné à l'article 3.5.3.1 de la note d'organisation du chantier.

Tous les éléments entrant dans la composition des ouvrages et matériels doivent offrir, à l'achèvement des travaux, un état et une fiabilité identiques à ceux qu'ils présentent à l'état neuf, même s'ils ont été utilisés pour les besoins du chantier.

9.2 Essais et contrôles des ouvrages

En complément des essais prévus au titre de l'autocontrôle et de ceux pouvant être demandés par le contrôleur technique, l'entrepreneur devra prendre à sa charge les autres essais décrits dans les cahiers des clauses techniques communes et particulières du marché.

Il est précisé que l'entrepreneur fait son affaire de tout raccordement et de toute fourniture de matériau, consommable, fluide ou énergie nécessaire à des essais, sans contribution technique ou financière du maître d'ouvrage.

De même, l'entrepreneur fournira les équipements, matériels et produits nécessaires aux essais à réaliser et prévoira d'être présent dans le cadre de la préparation puis du passage des commissions de sécurité et d'accessibilité compétentes, commissions eau et air, visites de réception de l'ASN, de l'ARS, des fluides médicaux,

9.3 Réception et réserves

Toute réception, y compris partielle, sera unique pour l'ensemble des lots.

Il est prévu les réceptions partielles suivantes :

- bâtiment énergie, sous-station HRD et réseaux
- bâtiment neuf phase 1 fin travaux intérieurs,
- bâtiment neuf phase 1 fin travaux extérieurs,
- phase 0 de la réhabilitation du bâtiment des urgences,

- phase 1A de la réhabilitation du bâtiment des urgences,
- phase 1B de la réhabilitation du bâtiment des urgences,
- phase 2A de la réhabilitation du bâtiment des urgences,
- phase 2B de la réhabilitation du bâtiment des urgences,
- phase 3A de la réhabilitation du bâtiment des urgences,
- phase 3B de la réhabilitation du bâtiment des urgences,
- phase 3C de la réhabilitation du bâtiment des urgences.

Par dérogation à l'article 42.1 du CCAG travaux, les ouvrages ou parties d'ouvrage pour lesquels un délai distinct du délai global a été fixé par le marché pourront ne pas faire l'objet de réceptions partielles.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG, la décision du maître d'ouvrage est notifiée dans un délai de 45 jours suivant la date du dernier procès-verbal des opérations préalables à la réception.

A défaut de notification dans ce délai, la réception est réputée prononcée avec réserves, ces dernières correspondant aux constats figurant dans les procès-verbaux des opérations préalables à la réception.

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG, s'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître de l'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas deux mois. La constatation de l'exécution de ces prestations donne lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé à neuf mois avant l'expiration du délai de garantie.

Le transfert de la garde des ouvrages, de l'entrepreneur au maître d'ouvrage, intervient le premier jour ouvré suivant la date de notification de la décision de réception, à 12 heures ou dans les conditions figurant dans le courrier de notification de cette décision.

Chaque réserve dont sera éventuellement assortie la décision de réception fera l'objet, dans cette même décision, d'un délai maximum pour qu'il y soit remédié par l'entrepreneur.

Les interventions sur le site et dans les bâtiments, dans le cadre de la levée des réserves, seront strictement planifiées et encadrées compte-tenu des exigences d'exploitation du bâtiment. Les délais visés à l'alinéa précédent en tiendront compte, et l'entrepreneur ne pourra élever aucune protestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

9.4 Mises à disposition

Le présent article s'applique pour les ouvrages, ou certaines parties d'ouvrages, que le titulaire doit mettre, pendant une certaine période, à la disposition du maître de l'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres prestataires, des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché ou encore pour permettre au maître d'ouvrage de procéder à la mise en place de certains équipements non dus aux marchés de travaux mais nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces mises à disposition sont définies dans la note d'organisation du chantier.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

Le titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du maître d'ouvrage. Il peut faire des réserves s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que lesdits travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au maître d'ouvrage, au conducteur d'opération et au maître d'œuvre.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé, sauf pour les locaux mis à disposition définitivement du maître d'ouvrage.

9.5 Dossiers des Ouvrages Exécutés et formations après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, l'entrepreneur doit remettre au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont 2 sur support papier (pliés au format A4) et 1 sur support physique informatique de type disque dur externe (format électronique, « dwg » pour graphiques, « IFC » ou « RVT » pour maquettes numériques, « xls » pour tableaux et « doc » ou équivalent pour textes), tous les documents en langue française conformes à l'exécution, constituant le dossier des ouvrages exécutés. Ces documents seront élaborés selon la charte graphique définie par le maître d'œuvre.

Au moins 1 mois avant l'achèvement des travaux, l'entrepreneur soumet au maître d'œuvre, pour validation, la liste structurée des documents constitutifs de ce dossier.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le dossier complet sera remis au maître d'œuvre au plus tard à la date d'achèvement des travaux. Pour le bâtiment des urgences, le dossier complet sera remis pour la dernière phase de travaux. Ce dossier comporte le dossier des ouvrages exécutés et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Par dérogation à l'article 40 du CCAG et afin que le maître d'ouvrage, ses agents, ses prestataires de maintenance et d'entretien, soient pleinement opérationnels au moment de la prise de possession des ouvrages, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre, au fur et à mesure de leur exécution, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, de maintenance et d'entretien de tous les équipements et composants du bâtiment, ainsi que le constat d'évacuation des déchets.

En outre, pour tous les équipements techniques le nécessitant, l'entrepreneur assurera, à ses frais, (y compris consommables) préalablement à la prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage, ainsi qu'après une première période d'exploitation, une formation des agents et prestataires que le maître d'ouvrage désignera, relative à la configuration et à la conduite des installations.

Le titulaire devra donc tenir compte du fait qu'il y aura plusieurs sessions de formation à organiser et soumettra son calendrier prévisionnel à l'approbation du maître d'ouvrage au plus tard 3 mois avant la date d'achèvement des travaux.

9.6 Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement prend effet à la date d'effet de la réception, c'est-à-dire la date retenue par le maître d'ouvrage pour l'achèvement des travaux, le cas échéant partiel.

Pendant cette garantie, l'entrepreneur devra remédier d'une part à toutes les réserves dont a été assortie la décision de réception, et d'autre part à tout désordre qui lui sera signalé. L'entrepreneur remédiera aux désordres dans le délai qui lui sera alors fixé.

Les interventions à effectuer dans ce cadre sur le site et dans les bâtiments seront strictement planifiées et encadrées compte-tenu des exigences d'exploitation du bâtiment. Le délai visé à l'alinéa précédent en tiendra compte, et l'entrepreneur ne pourra élever aucune protestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

Pour l'application de l'article 44.2 du CCAG, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé automatiquement jusqu'à ce que l'ensemble des réserves dont était assortie la réception soient levées et jusqu'à ce qu'il soit remédié à tous les désordres signalés avant l'expiration de la période d'une année à compter de la date d'effet de la réception.

9.7 Garanties particulières

Etanchéité

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité de l'ensemble des ouvrages d'étanchéité de l'opération pendant un délai de 10 ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le cahier des charges.

Protection des structures métalliques

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection suivant prescriptions du CCTP de son lot pendant un délai de 10 ans et son aspect pendant un délai de 10 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

Peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie, ouvrages extérieurs

Le titulaire garantit l'aspect et la bonne tenue du système de peintures appliqué sur les parties suivantes : tous ouvrages de peintures extérieures sur maçonnerie, enduits et serrurerie pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le cahier des charges.

Article 10 : Achèvement du marché

10.1 Fin du marché

Le marché prend fin par la notification au titulaire du décompte général.

10.2 Résiliation

Le délai mentionné à l'article 46.2 du CCAG est fixé à 1 an.

Les clauses des articles 46 et 48 du CCAG sont applicables, avec les précisions suivantes :

A- Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 46.4 du CCAG est fixé à 5%.

B – Résiliation du marché pour faute du titulaire

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 46.3 et 48.4 du CCAG, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%.

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa

nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 46.3.1 du CCAG, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

C – Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (article 46.1.1 et 46.1.3 du CCAG), les prestations sont réglées sans abattement.

D- Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 46.1.1 à 46.1.3 du CCAG, les dispositions de ces articles sont applicables.

10.3 Exécution aux frais et risques

Par dérogation à l'article 48.2 du CCAG, la poursuite des travaux aux frais et risques pourra ne concerner qu'un ouvrage ou une partie d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 48.3 du CCAG, le 2° et le 3° alinéa de cet article ne s'appliquent pas au présent marché.

Article 11 : Règlement des litiges – Droit applicable

Il est fait application des dispositions de l'article 50 du CCAG.

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Madame la Directrice Générale

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE

45 Rue Cognacq-Jay - 51092 REIMS CEDEX

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour l'entrepreneur ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

Article 12 : Dérogations aux documents généraux

Le présent CCAP déroge au CCAG dans les cas suivants :

- L'article 1.6 déroge à l'article 3.6.1.2 du CCAG ;
- L'article 1.9 déroge aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG ;
- L'article 1.11.3 déroge à l'article 9.2 du CCAG ;
- L'article 2.1 déroge à l'article 4 du CCAG ;
- L'article 2.2 déroge à l'article 4.2 du CCAG ;
- L'article 3.1 déroge à l'article 10.3.2 du CCAG ;
- L'article 3.5 déroge aux articles 13.1.1, 13.1.7, 13.2.2 et 15.4 du CCAG ;
- L'article 3.6 déroge aux articles 13.3.1 et 13.4.2 du CCAG ;
- L'article 3.8 déroge aux articles 15.2.2, 15.3, 15.4.2 et 16.1 du CCAG ;

- L'article 4.1 déroge aux articles 19.2.3 et 28.1 du CCAG ;
- L'article 4.2 déroge aux articles 20.1 et 20.4 du CCAG ;
- L'article 4.4 déroge à l'article 20.1.5 du CCAG ;
- L'article 5.1 déroge à l'article 21.1 du CCAG ;
- L'article 5.2 déroge à l'article 24.7 du CCAG ;
- L'article 6.3 déroge à l'article 29.1.5 du CCAG ;
- L'article 7.2 déroge à l'article 31.3 du CCAG ;
- L'article 7.5 déroge aux articles 27.1 et 27.3 du CCAG ;
- L'article 8.4 déroge à l'article 38 du CCAG ;
- L'article 8.7 déroge à l'article 28.5 du CCAG ;
- L'article 8.9 déroge à l'article 34.1 du CCAG ;
- L'article 9.1 déroge à l'article 41 du CCAG ;
- L'article 9.3 déroge aux articles 41.3, 41.5, 41.6 et 42.1 du CCAG ;
- L'article 9.5 déroge à l'article 40 du CCAG ;
- L'article 10.3 déroge aux articles 48.2 et 48.3 du CCAG.

Reims, le 30 mars 2020

Pour la Directrice Générale et par délégation
Le Directeur Adjoint

Jean-Michel ROSÉ